

CHAPITRE VIII

“ LA GUERRE INEVITABLE ” (1933-1939)

LE CAPITALISME D'ÉTAT

FASCISME/ANTIFASCISME, DÉMOCRATIE, STALINISME, FRONTS POPULAIRES

Au sein du mouvement communiste des conseils international se développa tout un débat, à partir de 1933, pour déterminer le cours des événements historiques. La crise économique mondiale était-elle un phénomène passager ou durable ? L'effondrement économique devait-il conduire, fatalement, à une nouvelle vague de luttes révolutionnaires ? ou, au contraire, à une consolidation du capitalisme, sous une forme totalitaire ? Devait-on compter sur un effondrement du fascisme ou au contraire sur sa consolidation ?

Le phénomène fasciste était-il limité à quelques pays particuliers, ou au contraire une expression universelle du mode de production capitaliste décadent. Existait-il une tendance générale au capitalisme d'État, dont le fascisme et le stalinisme seraient des expressions particulières ? La démocratie classique différait-elle totalement du capitalisme d'État ? et avait-elle un "sens" progressif par rapport au fascisme ? ou au contraire devait-elle être combattue par le prolétariat, au même titre que le fascisme et le stalinisme ? Quelle attitude devait avoir le mouvement communiste des conseils face aux Fronts populaires et à l'antifascisme ? Autant de questions politiques brûlantes qui exigeaient que le GIC sorte des débats généraux qu'il avait menés depuis des années sur le mouvement des unions et les conseils ouvriers. Les réponses qui furent données par les Hollandais, comme d'ailleurs par les Allemands et le mouvement de Mattick, étaient peu différentes, sur le fond, de celles de la Gauche communiste italienne de *Bilan* (1). Mais cette identité de vue politique et théorique, compte tenu du fractionnement, de l'isolement et du repliement des diverses composantes de la Gauche communiste internationaliste dans leur pays respectif, se traduisit rarement par des prises de position communes et homogènes. Dans une époque tragique, les différents groupes internationalistes se trouvaient tragiquement isolés politiquement.

LES THEORIES DE L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME

Pratiquement jusqu'en 1932-1933, date à laquelle le GIC fit paraître une brochure spécialement consacrée à la crise économique (2), la théorie des crises ne fut abordée qu'incidemment (3) chez les Hollandais. Entraîné dans des polémiques avec les communistes de conseils allemands et américains le GIC mit la théorie des crises au centre de son intervention. A partir de 1932, chaque numéro du *Persdienst* (*P.I.C.*) (4) définissait ainsi son "objectif" :

“ Le développement du capitalisme mène à des crises toujours plus violentes qui s'expriment elles-mêmes par un chômage toujours plus grand et une dislocation toujours plus forte de l'appareil de production, de sorte que des millions d'ouvriers se retrouvent hors de la production et en proie à la famine. En outre, les

antagonismes entre différents États capitalistes s'aggravent à un point tel que la guerre économique débouchera sur une nouvelle guerre mondiale. L'appauvrissement progressif et l'incertitude toujours croissante de l'existence contraignent la classe ouvrière à lutter pour le mode de production communiste..." (5)

Il est intéressant de souligner que la phrase exprimant l'inévitabilité de la guerre mondiale fut bientôt retirée. Bien que convaincu de cette inévitabilité, surtout après 1935, le GIC refusait de tomber dans une vision fataliste, tant que n'auraient pas été épuisées les ressources de la lutte de classe. Cette conception, faisant appel à la volonté dans la lutte de classe, se retrouvait dans la théorie économique du GIC, qui refusait l'idée d'un effondrement "automatique" du capitalisme, débouchant non moins "automatiquement" sur la révolution. En cela le GIC rejetait certaines interprétations "fatalistes" qui avaient eu cours dans la Gauche communiste allemande. Mais ce fut au prix d'une négation de la conception de Rosa Luxemburg sur la décadence du capitalisme.

a. Les différences théoriques dans le mouvement communiste des conseils

Il est hautement significatif que le GIC rejetait la théorie de la "crise mortelle" du capitalisme, qui était la base même du mouvement communiste de gauche allemand. En cela, il ne faisait que suivre Pannekoek, qui dès le début avait critiqué la théorie de Rosa Luxemburg exprimée dans *1'Accumulation du capital* (6). Aux Pays-Bas seul le groupe "*De Arbeidersraad*" continuait à défendre la conception "luxemburgiste" qui avait été celle de tout le courant d'Essen. (7)

En Allemagne, le mouvement communiste des conseils demeurait fidèle aux thèses de Rosa Luxemburg.

A partir de 1933, une vive discussion s'était ouverte Au sein du mouvement communiste des conseils international. Les thèses de Henryk Grossmann avaient fait leur chemin au sein de ce dernier, Grossmann était un économiste social-démocrate allemand qui affirmait démontrer l'écroulement du capitalisme en s'appuyant sur les schémas théoriques marxistes de la reproduction du capital. Se servant de ces schémas, qui d'ailleurs étaient donnée par Marx comme illustration de la loi de l'accumulation du capital, Grossmann

prétendait montrer la fausseté de la théorie de Rosa Luxemburg. Selon lui, la crise du capital n'était pas due à la saturation des marchés, à l'impossibilité de réaliser la plus-value sur des marchés solvables, mais à la baisse tendancielle du taux de profit. La cause des crises ne se situait pas dans la sphère de la circulation du capital, mais uniquement dans celle de l'accumulation. Le problème majeur du capitalisme était une trop grande accumulation de capital constant et une insuffisance de la plus-value accumulée. La croissance de capital constant était trop rapide et trop grande par rapport à celle de la plus-value. Ainsi, alors que Marx parlait d'une suraccumulation qui introduisait la crise, d'un trop grand excédent de plus-value ne trouvant plus aucun champ d'investissement, Grossmann voyait l'origine de la crise mondiale dans une insuffisance grandissante de plus-value accumulée. L'origine de la crise se trouvait dans une pénurie de capital ne permettant plus de maintenir un taux d'accumulation suffisant. De ce fait, la chute de ce taux entraînait la chute de la production, et par conséquent celle de la masse de plus-value. Il s'ensuivait, par un processus purement économique et de façon quasiment mathématique, l'effondrement du système capitaliste. Celui-ci connaissait sa crise " ultime " (8). De façon quelque peu abstraite et fataliste, Grossmann aboutissait à un schéma théorique d'un cycle de crise de 35 années, débouchant sur la " crise mortelle ".

Les thèses de Grossmann rencontrèrent un grand écho dans la Gauche communiste hollandaise et américaine. Dès 1930, le GIC jugeait " remarquables " les idées de Grossmann (9), et il est incontestable qu'une forte minorité du groupe hollandais était fascinée par la conception d'une " crise finale ". Elle reprenait ainsi à son compte la théorie la vieille conception d'une " crise mortelle " du capitalisme défendue au sein de la Gauche allemande, surtout par la tendance d'Essen (10). Rejetant l'explication de la saturation des marchés, donnée par Rosa Luxemburg, elle adoptait celle de la baisse tendancielle du taux de profit, comme cause unique de la crise (11).

Le communisme des conseils américain, autour de Mattick à Chicago, représentait une tendance qui voulait concilier la théorie de la " crise mortelle " avec celle de Grossmann. En 1933, Mattick rédigea le programme des IWW (12) qui adoptait la conception grossmannienne. Mais il en tirait - ce qui n'était nullement le cas chez Grossmann (13) - des implications révolutionnaires.

La crise mondiale n'était pas une crise cyclique, mais la " crise mortelle du capitalisme " posant " l'alternative communisme ou barbarie ". Comme le KAPD des années 20, Mattick affirmait que le capitalisme se trouvait dans sa " phase de décadence " marquée par la paupérisation générale, absolue et continue du prolétariat " (14). La crise du capitalisme devenait permanente (15). Mattick n'en tirait pourtant pas la conclusion que la révolution était inévitable. Celle-ci dépendait essentiellement du facteur conscience révolutionnaire du prolétariat. La crise ne faisait que créer les conditions objectives de la révolution :

" La crise mortelle du capitalisme ne signifie rien d'autre que les conditions objectives sont données pour la révolution prolétarienne. Pour le prolétariat il n'y a qu'une issue à la crise, le chemin qui mène à la disparition du système capitaliste. "

Et Mattick ajoutait que chaque grève " dans la période de décadence du capital " a une " signification réellement révolutionnaire ". La question était de savoir si les grèves qui éclataient dans les années trente étaient nécessairement révolutionnaires, en faisant abstraction du niveau de conscience révolutionnaire du prolétariat.

b. La théorie des crises de Pannekoek et du G.I.C.

En réaction contre les conceptions de Grossmann, adoptées par une partie du G.I.C. et Mattick, Pannekoek publia un texte : " Théorie de l'effondrement du capitalisme " (16). De façon marxiste, Pannekoek entendait combattre toute conception d'un effondrement automatique du capitalisme, et donc d'un surgissement " spontané " de la révolution. L'effondrement du capitalisme n'était pas seulement économique, mais encore social. Sans une intervention consciente du prolétariat dans la lutte contre les effets de l'effondrement, on ne peut parler d'un véritable effondrement du système, qui se situe avant tout sur le terrain politique :

" Ce n'est pas parce que le capitalisme s'écroule économiquement et que les hommes - les ouvriers et les autres - sont poussés par la nécessité à créer une nouvelle organisation, que le socialisme apparaît. Au contraire : le capitalisme, tel qu'il vit et croît, devenant toujours plus insupportable pour les ouvriers, les pousse à la lutte continuellement, jusqu'à ce que se soient formées en eux la volonté et la force de renverser

la domination du capitalisme et de construire une nouvelle organisation, et alors le capitalisme s'écroule." (17).

Séparer les conditions objectives (crises) des 'conditions subjectives (conscience et organisation), c'était ne pas comprendre que l'effondrement du capitalisme est une unité économique, politique et sociale : " L'accumulation du capital, les crises, la paupérisation, la révolution prolétarienne, la prise en main du pouvoir par la classe ouvrière forment tous ensemble une unité indivisible et agissent à la façon des lois naturelles. Et c'est cette unité qui mène à l'écroulement du capitalisme. " (18)

Ainsi, par peur de tomber dans une vision fataliste de la révolution et de voir sous-estimé le facteur conscience comme déterminant dans l'effondrement du système capitaliste, Pannekoek et le GIC rejetaient l'idée ambiguë d'une crise mortelle. Seuls les ouvriers pouvaient transformer (cette crise) en une crise mortelle " (19)

Mais tout en rejetant les conceptions quelque peu 'fatalistes' de Grossmann et Mattick, le GIC abandonnait tout l'héritage théorique de la Gauche allemande sur les crises, La crise de 1929 n'était pas une crise généralisée exprimant le déclin du système capitaliste mais une crise cyclique. Dans une brochure parue en 1933 (20), le GIC affirmait que la Grande Crise avait un caractère chronique " et non permanent, même depuis 1914. Le capitalisme était semblable au Phénix de la légende, sans cesse renaissant de ses cendres. Après chaque 'régénération' par la crise, le capitalisme apparaît " plus grand et plus puissant que jadis " (op. cit., p. 19). Mais cette régénération n'était pas éternelle; puisque " l'incendie menace de mort toujours plus violemment l'ensemble de la vie sociale ". Finalement, seul le prolétariat pouvait donner le " coup mortel " au phénix capitaliste, (ibid.) et transformer un cycle de crise en crise finale. Cette théorie était donc contradictoire, puisque, d'un côté, elle reprenait la vision de crises cycliques comme au XIXe siècle, élargissant sans cesse l'extension du capitalisme, en une ascension ininterrompue; de l'autre, elle définissait un cycle de destructions et de reconstructions de plus en plus fatal à la société.

Ces contradictions du GIC sur la nature des crises du XXe siècle se retrouvaient dans la recherche des

causes. Pour le GIC, la crise de 1929 n'était pas une crise de surproduction, causée par le rétrécissement du marché capitaliste, mais une crise de "rentabilité du capital", dans la sphère de l'accumulation du capital. L'aspect phénoménal de la surproduction était la conséquence de la chute des bénéfices capitalistes. La surproduction "n'était pas la cause de la crise" mais la conséquence (op. cit., p. 26), quand - faute d'une rentabilité suffisante - l'accumulation cessait de s'élargir. Cette explication qui niait le problème des marchés n'était pas sans présenter quelque ressemblance avec les thèses de Grossmann. Le GIC se contentait d'en rejeter les implications politiques.

Ces hésitations du GIC dans le domaine de la théorie des crises n'eurent cependant pas de conséquences majeures dans le domaine politique. Convaincu que la révolution n'était pas une simple question économique mais une question de volonté et de conscience, il chercha essentiellement à définir les positions politiques du mouvement communiste des conseils après 1933.

FASCISME ET ANTIFASCISME

Le fascisme, après 1933, n'apparaissait plus comme un simple phénomène locale circonscrit à un pays comme l'Italie. Il n'était ni un phénomène de pays vaincus, après la première guerre mondiale, ni le produit de l'arriération de pays encore agricoles. Il avait pris le pouvoir dans un grand pays industrialisé comme l'Allemagne et se développait dans d'autres pays industriels comme la Grande-Bretagne et la France, pays vainqueurs. Les Pays-Bas, pays 'neutre', connaissaient aussi depuis 1932 l'existence d'un mouvement fasciste : le mouvement de Baars et Mussert, le NSB, se développait rapidement. dans un pays en proie à un chômage considérable.

Les positions adoptées par la Gauche hollandaise sur la "démocratie" et "l'antifascisme" ne diffèrent guère de celles de la Gauche allemande et italienne de l'époque.

a. Fascisme et démocratie

Les communistes de conseils hollandais refusèrent énergiquement de considérer comme un “ moindre mal ” la ‘démocratie’ par rapport à la dictature fasciste. Du point de vue prolétarien, il n’y avait pas de différence de nature entre ‘démocratie’ et ‘fascisme’; c’étaient deux applications différentes de la dictature bourgeoise sur le prolétariat. Alors que le régime fasciste reposait sur la terreur généralisée, le régime ‘démocratique ’ était la meilleure arme de la bourgeoisie face à la lutte de classe, pour la dévoyer :

“ Si le prolétariat entre véritablement en mouvement, alors il trouve aussi dans les pays “ démocratiques ” l’ensemble du pouvoir de la bourgeoisie directement tourné contre lui. A cet égard, il n’y a pas la moindre différence entre ‘démocratie’ et fascisme, quelle que soit la forme étatique. Même la “ démocratie ” est à certains égards pour la bourgeoisie une bien meilleure arme que la violence du pouvoir d’État absolu, pour pouvoir souvent dévoyer un mouvement montant par des revendications définies. Là où les gouvernements dictatoriaux ne peuvent plus réprimer un mouvement révolutionnaire ascendant, la bourgeoisie recourt souvent à la ‘démocratie’, comme on le vit en Russie en février 1917 et en Allemagne en novembre 1918... Dès qu’éclate un mouvement révolutionnaire, l’ennemi fasciste n’est pas plus dangereux que l’ennemi ‘démocratique’. ” (*P.I.C.* n° 7, juillet 1935, “ Fascisme en arbeidersklasse ”, p. 6.)

Pour cette raison, les ouvriers devaient rejeter le mot d’ordre de défense des “ droits démocratiques ”, lancé par les partis de gauche et les groupes trotskystes. Ceux-ci étaient non seulement une illusion mais une mystification bourgeoise pour empêcher les ouvriers de lutter contre l’ordre bourgeois, qu’il soit ‘fasciste’ ou ‘démocratique’. Le devoir du prolétariat était donc de lutter non contre une forme particulière du capitalisme, mais contre toutes ses expressions politiques, de droite comme de gauche :

“ De tels droits politiques, les ouvriers ne les ont jamais possédés. Il se trouve plutôt que les droits politiques ont été seulement accordés lorsque les grandes organisations ouvrières donnèrent l’assurance qu’aucun ‘abus’ n’en serait fait... Les droits dont les ouvriers peuvent faire usage dans les organisations ouvrières reconnues ne servent qu’à intégrer les travailleurs à l’ordre démocratique... Les ouvriers doivent toujours et

partout combattre le capitalisme, et peu importe s'il se sert des formes de gouvernement démocratiques ou fascistes. Aussi bien sous le fascisme que sous la démocratie, les travailleurs salariés sont exploités par le capital." (*Räte-Korrespondenz* n° 14, déc. 1935, "Klassenkampf im Kriege").

Le GIC et les communistes de conseils hollandais (21) ne montraient pas seulement que fascisme et démocratie bourgeoise étaient deux méthodes complémentaires de gouvernement du système capitaliste, adaptées à la situation économique et sociale. Dans un cas, la 'démocratie' préparait l'écrasement du prolétariat, dans l'autre, le fascisme le parachevait. Le fascisme, fondamentalement, était "en grande partie la conséquence de la banqueroute de la IIe et de la IIIe Internationale" (*P.I.C.* n° 7, juillet 1935, idem), C'est la crise générale du capitalisme qui permettait au fascisme de venir au pouvoir, en s'appuyant sur les classes moyennes.

En fait, le fascisme, du point de vue capitaliste, était beaucoup mieux adapté à la situation de crise économique mondiale. Il s'inscrivait dans la tendance générale au capitalisme d'État. La 'démocratie' ne pouvait échapper à cette tendance à la concentration de l'économie aux mains de l'État. Le phénomène du totalitarisme, aussi bien sur le plan économique que politique, mettait fin au système de la démocratie libérale classique, Celle-ci correspondait à la phase d'un "capitalisme juvénile" (*jong-kapitalistisch*), où le Parlement était "la passerelle des oppositions d'intérêt internes à la classe dirigeante" (*P.I.C.* n° 4, mars 1934, "Parlementarisme et Démocratie"). L'unité de la bourgeoisie - parvenue au stade du capital monopoliste - ne se faisait pas seulement face au danger révolutionnaire, comme l'avaient affirmé Gorter et Pannekoek dans les années 1920, mais aussi en période de crise ouverte. Contrairement aux communistes de conseils allemands (22), qui concevaient le nazisme comme un phénomène circonstanciel et passager, les Hollandais voyaient en lui l'expression d'une nouvelle période du capitalisme. Dans les pays hautement développés, il y avait une évolution progressive de la 'démocratie' vers le système totalitaire nazi-fasciste. La concentration du capital dans l'État, la suspension des "libertés" pour un système de domination totalitaire - "la liberté spirituelle devient actuellement de plus en plus un danger pour la société capitaliste" (*P.I.C.*, idem) - signifiaient la mort de la "démocratie" :

“ La démocratie, en tant que structure politique d'une société de capitalisme juvénile avec beaucoup de possédants plus petits, n'est pas valable pour la situation actuelle. Elle est inutilisable comme passerelle entre les conflits internes d'intérêts de la bourgeoisie... La société devient de plus en plus mûre pour le national-socialisme. ” (*P.I.C.* n° 4, mars 1934, *ibid.*)

Le GIC notait que cette tendance au totalitarisme s'imposait à tous les partis, quelle que soit leur coloration politique, aussi bien aux partis fascistes qu'aux partis “ antifascistes ”. Entre le national-socialisme et le socialisme national de la social-démocratie et du stalinisme, la différence était insignifiante. Pour cela, il appartenait au prolétariat de combattre avec détermination l'idéologie antifasciste qui, comme l'idéologie fasciste, correspondait à une préparation active de la guerre mondiale,

L'antifascisme n'était pas seulement un moyen de rattacher, dans les pays 'démocratiques', les ouvriers à leur État, face au “ danger fasciste ”; sa fonction idéologique était de préparer les ouvriers à la guerre. Il constituait un mensonge, car les 'démocrates' n'avaient pas pour but de lutter contre le système fasciste. Dans le cadre de la préparation à la guerre, les antifascistes étaient obligés de calquer leurs méthodes sur celles du fascisme:

“ ‘Contre le fascisme’, c'est dans la bouche des patriotes d'aujourd'hui un mensonge. Ils ne sont pas contre 'le' fascisme, ils sont contre le fascisme allemand, et ses filiales naturellement... Dès le premier jour de la guerre, il n'y a pas une seule mesure fasciste que les capitalistes belliqueux 'démocratiques' ne prendront, sauf une seule : s'appeler fasciste. ” (brochure du GIC, septembre 1938, *De tweede Wereldoorlog, Wanneer?*, p. 12)

Le communisme des conseils hollandais ne fut cependant pas homogène sur la question de l'antifascisme. Un groupe, mais le seul - *De Arbeidersraad*, issu du KAPN - défendait de plus en plus une idéologie antifasciste, qui se manifesta pleinement avec la Guerre d'Espagne. Ce groupe s'était considérablement rapproché des positions trotskystes, puisqu'il considérait l'URSS comme un facteur progressiste dans la “ lutte antifasciste ”, par son économie planifiée “ non capitaliste ”. Ce groupe rejetait les positions originelles

du KAPN dans les années 20 : “ La politique économique, notamment, de l’Union soviétique constitue par son caractère déviant de l’économie capitaliste normale un danger croissant pour la structure capitaliste générale. Sous l’influence de la politique planiste, les rapports de classe en Russie ont subi une modification considérable. ” (*De Arbeidersraad* n° 4, avril 1935.)

Ces positions - étrangères au communisme des conseils -, auxquelles le GIC réagit fortement (23), étaient une justification de l’antifascisme. La Russie devenait un “ facteur anticapitaliste ” (idem) et antifasciste. La réaction de “ *De Arbeidersraad* ” aux critiques du GIC était symptomatique d’une évolution irréversible vers le camp antifasciste. pour se justifier. “ *De Arbeidersraad* ” accusa le GIC d’être “ sous l’influence de l’idéologie fasciste ” et d’être devenu un “ groupe contre-révolutionnaire ” (24). Cette accusation lancée contre le GIC en septembre 1935 (25) était aussi dirigée contre la LAO, à laquelle avait appartenu Van der Lubbe. Le groupe de Frits Kief et des Korper appelait “ au complet anéantissement de ces groupes ”. Ces accusations n’étaient pas sans rappeler les calomnies lancées à l’époque par les partis staliniens, et même certains groupes trotskystes (26), contre le courant communiste de gauche.

Il est vrai que la vision du GIC sur l’organisation n’était pas sans avoir des conséquences politiques. Considérant l’organisation politique comme un regroupement de cercles de discussion, le GIC laissait s’exprimer des opinions, sous forme d’articles de discussion, qui ne reflétaient pas forcément ses positions politiques. Cela explique que, sur la question du fascisme, le GIC ait laissé publier un article de discussion qui permit au groupe “ *De Arbeidersraad* ” d’exulter sur de prétendues tendances profascistes au sein du GIC. On pouvait lire dans un article du *P.I.C.* de 1935, qui, au demeurant, attaquait les idéologies fasciste et antifasciste (27), les considérations suivantes sur l’idéologie du capitalisme d’État de type fasciste. Selon l’auteur, la négation de l’individualisme par le capitalisme d’État laissait le champ libre à une idéologie ‘collectiviste’ favorable au ‘communisme’ :

“ L’idéologie fasciste et l’idéologie communiste ont toutes deux en commun le fait que les intérêts individuels ont été subordonnés aux intérêts collectifs, que les hommes ne restent pas fixés sur leur petite personne mais se rassemblent en une unité plus grande. Dans ce sens nous pouvons considérer idéologiquement le

fascisme comme un précurseur du communisme. ”

Cette assertion, d'un goût plus que douteux, était totalement étrangère aux positions du GIC, qui trois ans plus tard, en 1938 (28) déclarait à ce propos: “ A notre avis, cela est en vérité totalement faux. Très sûrement il est vrai que autant le fascisme que le communisme rejettent l'individualisme bourgeois et réfléchissent en collectivités. Mais une telle analogie ne fait nullement du fascisme un précurseur du communisme. ” (*P.I.C.* n° 3, mai 1938). Le GIC soulignait que cet “ article de discussion ” ne “ reflétait point l'opinion du GIC ”. Mais en affirmant que “ chacun (avait) le droit d'exprimer son opinion ”, par pur esprit “ démocratique ”, il laissait planer des ambiguïtés exploitées par ses adversaires politiques. Cette attitude de “laisser faire” était typiquement ‘conseilliste’.

LA QUESTION DU CAPITALISME D'ÉTAT

L'enfoncement de l'économie mondiale dans la crise généralisée obligea les différents États à prendre des mesures de planification et de nationalisation que le capitalisme développé - en dehors de la période de la Première guerre mondiale - n'avait guère connues. Seul l'État russe avait jusqu'à maintenant adopté des mesures de capitalisme d'État, en étatisant l'ensemble de l'économie et en supprimant le secteur privé. Après 1933, dans les grands pays capitalistes, pays de capitalisme libéral, l'État intervenait de plus en plus dans la vie économique en contrôlant les secteurs clefs, voire en nationalisant. Dans l'Allemagne nazie, sans qu'il y ait suppression du secteur privé, celui-ci passait sous le contrôle de l'État. Une forme de capitalisme d'État s'instaurait qui pouvait parfaitement s'accommoder de l'existence du secteur privé. Dans des pays comme la France, la Belgique, en dehors des partis communistes préconisant le modèle russe, les partis politiques de la gauche, et en particulier les socialistes de gauche”, vantaient les mérites d'une économie planifiée présentée comme du “ socialisme d'État ” (29).

Le phénomène du capitalisme d'État avait été analysé très précocement - dès 1918 - par la Gauche communiste en Russie. La Gauche du Parti bolchevik, autour d'Ossinski, avait mis en garde contre le

danger d'assimiler capitalisme d'État et socialisme (30). Dans les années 20, les Gauches communistes allemande et hollandaise avaient mis en avant que l'économie russe était une forme de capitalisme d'État, n'ayant rien à voir avec le socialisme. Par l'existence du salariat où les ouvriers étaient soumis à un État-patron, réalisant l'accumulation du capital national, l'État russe était capitaliste, sous une forme nouvelle. Faute d'autres exemples, la Gauche communiste ne cherchait pas à savoir si le capitalisme d'état russe exprimait une tendance générale au niveau mondial, et irréversible au sein du capitalisme.

L'un des premiers théoriciens du communisme des conseils à aborder en profondeur, au début des années 30, le phénomène du capitalisme d'État, avait été Otto Rühle. Dans un livre remarquable et pionnier, publié en 1931 à Berlin sous le pseudonyme de Carl Steuermann (31), Rühle montrait que la tendance au capitalisme d'État était irréversible et qu'aucun pays ne pouvait s'y soustraire, sous l'effet de la crise mondiale. Cette voie suivie par le capitalisme n'était pas un changement de nature, mais de forme, pour assurer sa survie comme système : " La formule de salut pour le monde capitaliste aujourd'hui est changement de forme, transformation des cadres, renouvellement de la façade, sans renoncement au but, et ce but c'est le profit. Il s'agit de chercher une voie qui permette au capitalisme de continuer à exister sur un autre plan, dans un autre domaine de l'évolution. " (32)

De façon prémonitoire, Rühle envisageait trois formes de capitalisme d'État, correspondant au degré respectif de développement du capitalisme. La forme extrême de capitalisme d'État était, pour des raisons d'arriération économique, la forme russe où " l'économie planifiée fut introduite en Russie avant que l'économie capitaliste libre ait atteint sa plénitude, avant que son processus vital l'ait conduite à la sénilité " (33) Dans le cas russe, le secteur privé est totalement contrôlé et absorbé par l'État. A l'autre extrémité, dans un capitalisme développé comme celui de l'Allemagne, l'inverse se produit : le capital privé s'empare de l'État, mais le résultat est identique, avec le renforcement du capitalisme d'État : " Il existe encore une troisième méthode d'arriver au capitalisme d'État. Ce n'est pas grâce à l'usurpation du capital privé par l'État, mais inversement : le capital privé met la main sur l'État. " (34) La deuxième 'méthode' qu'on pourrait qualifier de mixte, se manifeste de façon graduelle par l'appropriation par l'État de secteurs du capital privé :

“ (l’État) conquiert une influence grandissante dans des industries entières; peu à peu il devient maître de l’économie. ” (35)

En aucun cas, cependant, le capitalisme d’État ne constituait une “ solution ” pour le capitalisme. Il ne pouvait être qu’un palliatif lors de la crise du système : “ Le capitalisme d’État, lui aussi, reste capitalisme ... Même dans la forme du capitalisme d’État, le capitalisme ne peut pas espérer prolonger très longtemps son existence. Les mêmes difficultés et les mêmes conflits qui l’obligent à s’élever du capitalisme privé au capitalisme d’État renaissent à sa phase supérieure. ” (36) Aucune “ rationalisation ”, dans le sens capitaliste d’État, ne saurait résoudre le problème des marchés : “ La suppression de la crise n’est pas un problème de rationalisation, d’organisation, de production, de crédits, c’est uniquement et seulement un problème de vente. ” (37).

En tous points contribution marxiste de premier ordre, l’étude de Rühle véhiculait un certain nombre de confusions et d’ambiguïtés, qui se retrouvaient dans le mouvement communiste de conseils. En premier lieu, Rühle - en contradiction avec son analyse - considérait le capitalisme d’État comme une “ forme supérieure ” du capitalisme. D’un côté, celui-ci chutait dans la barbarie; de l’autre, il se régénérait dans des pays comme la Russie, préparant la voie au capitalisme d’État mondial : “ La jeune économie collective russe, exubérante de vitalité et de volonté de conquête, cherche, après s’être incorporé la culture capitaliste de l’Occident, à s’achever en un système d’économie planifiée mondiale, forme économique de l’âge futur. ” (38) Et Rühle ajoutait - ce qui l’éloignait du marxisme (38) : “ C’est un capitalisme d’État qui tend et se prépare au socialisme. ” Outre le fait qu’il transformait le capitalisme d’État russe en un phénomène “ progressiste ”, il niait la possibilité de capitalismes d’État strictement nationaux. Bien qu’il s’en défendit, cette vision d’un capitalisme atteignant un état de fusion mondiale par une planification internationale n’était pas sans rappeler celle de Hilferding (39).

b. Le débat sur le capitalisme d'État dans le mouvement communiste des conseils et la position du GIC

Le débat sur le capitalisme d'État, initié par Rühle en 1931, donna lieu à de multiples contributions des divers groupes communistes des conseils à partir de 1935. La cause immédiate en était la conférence de Copenhague (8-11 juin 1935) - dite conférence de Bruxelles - des communistes des conseils internationaux. Cette conférence, où prédominaient les Allemands et les Danois, avait adopté une résolution qui, outre des problèmes d'organisation, touchait des questions théoriques. À côté de divergences sérieuses sur le "nouveau mouvement ouvrier", celle sur la nature du capitalisme d'État apparaissait secondaire. Elle n'était pourtant pas sans conséquences pour la définition de l'organisation révolutionnaire en période de domination totalitaire du capitalisme. Surtout, la résolution votée à l'unanimité, y compris par le délégué hollandais Piet van Albada, engageait le GIC, alors que sa conception était différente des communistes des conseils allemands, danois et américains.

En effet, la résolution affirmait qu'il y avait unanimité dans le mouvement 'conseilliste' sur la question du capitalisme d'État. Écrite par Alfred Weiland, des "Délégués révolutionnaires" (Revolutionäre Obleute), elle reflétait le point de vue des groupes clandestins allemands. Selon eux, l'ensemble du capitalisme s'orientait économiquement vers le capitalisme d'État, et politiquement vers le fascisme. La tendance à la militarisation de la société et à la dictature d'un parti se trouvait dans tous les pays. Anticipant la théorie de Rühle sur l'existence d'un "fascisme mondial" (40), la résolution affirmait que le fascisme était polymorphe, se manifestant sous la forme d'une "dictature de parti bolcheviste, socialiste, démocratique, bourgeoise, nationaliste". Cette conception d'un "pan-fascisme" était loin de clarifier la question de la tendance générale au capitalisme d'État, qui pouvait prendre les formes politiques les plus diverses. En ne voyant plus que la loi commune et générale du capitalisme d'État, les communistes des conseils allemands - mais aussi danois et américains - demeuraient aveugles aux reflets particuliers de cette loi dans les différents pays. Le monde capitaliste ne pouvait connaître que les formes extrêmes de capitalisme d'État, nazie et stalinienne. L'établissement d'une économie "planifiée" dans tous les pays aboutissait à l'élimination du capital privé, et

finalement “ à l'élimination de l'anarchie du capital privé ”. (41) De façon très ambiguë, il était affirmé chez les Allemands que cela constituait “ un progrès économique vis-à-vis de l'anarchie capitaliste ”. Mais, surtout, le capitalisme d'État était considéré comme l'antichambre du socialisme, et non plus comme l'expression de la décadence du système, ainsi que l'avait fortement souligné la Gauche allemande en 1920 : “ ... l'ère du capitalisme d'État est par là une première étape historique vers l'ordre social socialiste. ” (42) Une position en tous points identique à celle de Rühle en 1931.

Cette conception des Allemands fut vivement critiquée par les Hollandais, mais aussi par le groupe de Mattick et les Danois. En premier lieu, dans sa réponse, le GIC soulignait justement que le capitalisme d'État avec sa planification ne pourrait surmonter les crises. Un capitalisme sans crises était un non-sens. D'autre part, il était faux de considérer “ l'évolution vers l'économie planifiée ” comme un phénomène ‘volontaire’ mis en place par “ la violence de l'État ” (43) Le GIC finalement voyait dans cette évolution, non le produit d'une décadence d'un système obligé de violer ses propres lois, mais le fruit d'une “ nécessité naturelle ”, celle de la concentration grandissante du capital.

En quelque sorte, pour le GIC, la conception d'une tendance générale vers le capitalisme d'État était source de confusion. Dans un article, intitulé “ capitalisme d'État et dictature (44), Pannekoek considérait que les Allemands avaient trop tendance à voir l'évolution du capitalisme mondial à travers le prisme du fascisme allemand. Celui-ci ne pouvait d'ailleurs être considéré comme une expression de la tendance au capitalisme d'État; il était au contraire la pure expression du capital privé : “ En Allemagne, le grand capital privé n'est pas un sujet subordonné à l'État; le parti nazi s'est précisément développé comme un instrument du grand capital de l'industrie lourde, gavé des ses subventions. Le grand capital est le pouvoir dominant de l'État... ” (45). Le réel capitalisme d'État, selon Pannekoek et le GIC, était le capitalisme russe. Il n'était concevable qu'en l'absence d'une véritable bourgeoisie et à la faveur d'une révolution : “ En Russie, la bourgeoisie a été anéantie par la révolution et son pouvoir disparut... Le capitalisme d'État put s'édifier, parce qu'une bourgeoisie puissante manquait ” (46) Finalement le capitalisme d'État était considéré non comme le produit d'une contre-révolution, mais celui de la lutte de classe. Le “ véritable ” capitalisme d'État, le Russe, était

“ révolutionnaire ” puisqu’il permettait de passer de la “ barbarie ” au “ capitalisme développé ”. Dans ce sens, il était un “ cas particulier ” dont la base était plus politique qu’économique : “ ...chaque cas est un cas particulier; chaque pays a la forme particulière de son développement politique. ” (idem)

Ce rejet de la théorie d’une tendance générale au capitalisme d’État, en dehors du “ cas particulier ” russe, se justifiait par les maladresses théoriques des communistes des conseils allemands. Le GIC voulait fermer la porte à la conception que “ le capitalisme d’État deviendrait partout la forme la plus développée du capitalisme ” et qu’ainsi il constituerait “ une phase de transition nécessaire entre capitalisme et communisme ” (47). De façon marxiste, le GIC condamnait par avance l’idée - développée dans les années 50 par *Socialisme ou Barbarie* (48) que le capitalisme d’État était un “ nouveau système ” avec une “ nouvelle classe dirigeante ”. Même dans le cas russe, il ne s’agissait nullement d’un nouveau système. Le capitalisme d’État russe restait un système capitaliste où la “ nouvelle classe dirigeante ” n’était nouvelle que chronologiquement et non structurellement. Organisée dans le parti russe - que le GIC continuait à appeler “ bolchevik ” - la bureaucratie assumait “ le même rôle que les capitalistes privés dans les autres pays ” et était devenue elle-même la bourgeoisie (49).

De cette façon, le GIC et Pannekoek montraient que le capitalisme d’État ne constituait aucune “ solution ” historique à la crise du capitalisme. Sans reprendre l’explication de la décadence du capitalisme, ils se ralliaient à la position de Mattick qu’à l’ère de la “ crise permanente ” (50) il ne pouvait y avoir de “ rationalisation ” du capitalisme par une planification d’État. Celle-ci ne pouvait que renforcer, contradictoirement, l’anarchie du système capitaliste : “ La ‘ planification ’ capitaliste est l’augmentation de l’absence de plan. ” (51)

Ainsi, comme dans l’analyse de la théorie des crises, il y avait un manque d’homogénéité et de cohésion au sein du mouvement communiste des conseils, sur la question du capitalisme d’État. Devant la nouveauté et la complexité du phénomène, les Hollandais comme les Allemands balbutiaient. Les oppositions entre le GIC et les “ Délégués révolutionnaires ” allemands étaient loin d’être aussi tranchées qu’il apparaissait au premier abord. Les Allemands étaient loin de défendre, comme ils en étaient accusés, l’idée du

surgissement d'un nouveau système " dépassant les contradictions du capitalisme. Dans une réponse, plus élaborée, au GIC, ils montraient que le capitalisme d'État ne pouvait dépasser ses contradictions mais seulement ralentir la crise permanente. Il n'était pas un système nouveau mais une phase d'évolution : " Dans cette phase d'évolution capitaliste d'État - qui s'exprime le plus clairement dans les conditions allemandes et soviétiques russes - les contradictions de la société capitaliste ne sont pas surmontées, mais seulement déplacées, concentrées et apparaissent au grand jour comme une contradiction... " (52) D'autre part, au sein du GIC, Pannekoek lui-même, qui était le plus vif adversaire de la théorie des Allemands, de façon contradictoire en reprenait les conclusions. Dans un article publié dans l'organe des communistes des conseils américains en 1936, sous un pseudonyme (53), il admettait une tendance générale au capitalisme d'État dans tous les pays, après l'avoir niée quelques mois auparavant ; il est vrai que pour lui, cette tendance était plus politique (prévenir la révolution prolétarienne), que d'essence économique : " Un développement du capitalisme européen et américain dans le sens de et sous quelque forme de capitalisme d'État peut se révéler lui-même un moyen de prévenir ou contrecarrer ou faire involuer une révolution prolétarienne." Et Pannekoek ajoutait que tous les partis, qu'ils soient fasciste, 'communiste', social-démocrate, aspiraient en fait à une forme de capitalisme d'État ou de socialisme d'État où la classe ouvrière est dirigée et exploitée par l'État, par la communauté de chefs, directeurs, fonctionnaires et managers de la production " (idem).

On doit admettre qu'il y avait une grande difficulté au sein du mouvement communiste des conseils, comme d'ailleurs dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire (54), à dégager une vision cohérente et globalisante du phénomène capitaliste d'État. Les uns, comme les Allemands, ne voyaient que l'identité des phénomènes capitalistes d'État, sans tenir compte de leur singularité d'apparition et de développement. Les Hollandais du GIC, par contre, avaient tendance à ne voir que les spécificités, les " cas particuliers ", comme le cas russe, au point de refuser de voir une tendance générale au capitalisme d'État dans la sphère économique des pays développés. En fait, le GIC et Pannekoek ne reconnaissaient l'existence d'un capitalisme d'État que dans la sphère politique, où de plus en plus triomphait le totalitarisme sous la forme de partis uniques. Mais, dans ce cas, le GIC et son théoricien n'en donnaient qu'une explication

sociologique; pour eux, le capitalisme d'État, forme politique de domination du capital, s'appuyait sur une nouvelle couche de la classe moyenne, les 'intellectuels' (55). Les 'conseillistes' allemands, à la suite de Rühle, voyaient la base du capitalisme d'État dans le phénomène de la décadence du capitalisme où " toutes les fonctions essentielles de la société passent de plus en plus dans l'appareil d'État, qui finalement domine exclusivement l'ensemble de la vie sociale ". Leur cadre d'interprétation n'était donc ni sociologique ni purement politique, mais historique et beaucoup plus près de la réalité économique. Mais en voyant le fascisme partout présent, dans tous les pays - de l'Allemagne à la Russie - ils tombaient dans une simplification politique. Les " fondements capitalistes d'État de la société " ne pouvaient avoir qu'une " superstructure politique " et non plusieurs; le fascisme en était la seule forme. Le " bolchevisme ", selon Rühle, en était la variété " rouge ". (56)

LUTTES DE CLASSE ET FRONTS POPULAIRES

En 1932, le GIC dans une adresse " à tous les ouvriers révolutionnaires " (12 août 1932) - écrivait que " l'époque de mouvements révolutionnaires de masse s'approchait à grands pas ". En dépit de la terrible défaite du prolétariat allemand en 1933, le GIC conserva cette vision d'un cours à la révolution au moins jusqu'en 1936. Toutes les défaites du prolétariat, au terme d'affrontements, lui apparurent comme autant d'expériences marquant la fin d'une époque et l'ouverture d'une nouvelle, d'où surgirait l'action de masse révolutionnaire du prolétariat mondial.

Avec la terrible défaite du prolétariat viennois en février 1934, le GIC dut se rendre à l'évidence : " le chemin de la classe ouvrière internationale " était " le chemin de défaites répétées " (*PIC* n° 7, mai 1934, " Einde en begin "). Les luttes des ouvriers d'Amsterdam la même année, puis celle des ouvriers français en 1936, devaient amener le GIC à tirer des leçons plus lucides de toute une période de défaites.

a. La lutte des chômeurs d'Amsterdam (juillet 1934) (57)

Les chômeurs d'Amsterdam étaient incontestablement le secteur le plus radical du prolétariat des Pays-Bas. Obligés de 'pointer' quotidiennement, au bureau de chômage, les ouvriers privés de travail se politisaient très vite; les longues queues quotidiennes étaient propices à des discussions politiques et à la diffusion de la presse révolutionnaire, en particulier celle des communistes des conseils, dont la propagande était loin de rester sans écho. Depuis 1932, des "comités de lutte" de chômeurs s'étaient formés à Amsterdam; très combatifs, ils étaient bientôt tombés sous la coupe du CPN (58), en dépit de la propagande du GIC pour "mener la lutte en dehors de tous syndicats et parti politique".

Le mouvement des chômeurs déboucha en juillet 1934 sur une véritable insurrection, lorsque le gouvernement conservateur (Parti anti-révolutionnaire) de Hendricus Colijn (1869-1944) décida de réduire les allocations de chômage. Le 4 juillet, les ouvriers du quartier Jordaan d'Amsterdam manifestèrent spontanément, sans consignes de partis ou de syndicats, contre les mesures gouvernementales. Ils offrirent dans ce quartier, comme dans le "quartier indonésien", une vive résistance aux attaques de la police, motorisée ou à cheval. Les rues du quartier Jordaan furent bientôt couvertes de barricades et restèrent aux mains des ouvriers et des chômeurs, qui une fois 'victorieux' rentrèrent chez eux. Mais le lendemain l'armée occupait le quartier avec des chars et des mitrailleuses. La répression contre les ouvriers se solda par 7 morts et plus de 200 blessés. Fort de sa 'victoire', le gouvernement néerlandais interdit toute manifestation et tout meeting. Bien qu'ayant pris ses distances avec la lutte des ouvriers de Jordaan, en n'y voyant que "pillages et provocations" (59), *De Tribune*, l'organe du CPN fut interdit. Le petit parti socialiste de gauche, l'OSP vit plusieurs de ses chefs arrêtés, bien qu'une de ses fractions, celle de Jacques De Kadt, se soit désolidarisée du mouvement, critiquant l'"aventurisme" de la direction de l'OSP.

La défaite des chômeurs d'Amsterdam était sévère, car elle signifiait une défaite grave du prolétariat des Pays-Bas, qui était resté passif. En effet, la lutte des chômeurs fut considérée comme une lutte à part, d'une catégorie particulière des ouvriers. Les chômeurs eux-mêmes ne tentèrent pas de généraliser leur mouvement. Le corporatisme et le manque de solidarité entre différentes catégories d'ouvriers, autant de faiblesses :

“ Les forces de classe étaient encore si faibles que les ouvriers en lutte ne prêtèrent pas encore pleinement attention à l’extension du mouvement comme leur tâche propre. On était d’avis qu’il s’agissait seulement d’une lutte des chômeurs devant être menée par eux seuls. A Jordaan et dans ses environs, il y avait différentes usines; pourtant, il n’y eut aucune tentative de la part des chômeurs en lutte de les entraîner dans la lutte. ” (*Räte-Korrespondenz* n° 8-9, 1935)

Les causes de cette défaite n’étaient pas seulement subjectives, mais aussi objectives. La bourgeoisie “ ne pouvait plus tolérer la moindre résistance des ouvriers ” (*Räte Korrespondenz* n° 4, sept. 34)

La seule issue pour le mouvement ouvrier se trouvait dans de grands mouvements de masses, par l’extension et la généralisation de la grève. Mais cela suffisait-il pour arrêter l’offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, et particulièrement les menaces de guerre ? Les grandes grèves de l’été 36, en France, sous le signe du “ Front populaire ”, étaient-elles le signe annonciateur d’une nouvelle période de grèves de masse ?

b) Le GIC et les grèves de mai-juin 1936

Il est symptomatique que la grande vague de grèves en France fût analysée avec une grande prudence par le GIC. Tandis que le groupe de Mattick aux USA parlait d’une défaite décisive du prolétariat français (60), derrière une pseudo-victoire ouvrant la voie à une série de défaites et au fascisme, le GIC définissait Juin 36 comme un tournant pour le prolétariat international. Les grèves françaises seraient ou bien l’amorce d’une nouvelle période de luttes de classe ou bien “ un sursaut avant une chute encore plus profonde ” du prolétariat (61). Cette prudence sur l’avenir tranchait avec l’enthousiasme, manifesté un an auparavant à l’occasion de la grève des mineurs belges (62), où le GIC avait cru voir se manifester, par l’occupation des mines et la formation de comités de grève, l’irréversibilité du rejet de tout parti politique et de tout syndicat. La formation d’un “ front de lutte ” signifiait le déclin du “ vieux mouvement ouvrier ” préparant la naissance d’un “ nouveau mouvement ouvrier ”. Cette analyse, qui mettait au second plan l’environnement politique international après 1933, s’inscrivait dans la théorie ‘conseilliste’ de la formation d’un “ nouveau

mouvement ”.

Dans un premier temps, le GIC vit dans la grève des ouvriers français - dont les mouvements en Belgique et même aux Pays-Bas (63) étaient le prolongement - un signe que le prolétariat international se relevait de la profondeur de ses défaites. Par leur forme - massivité, spontanéité, occupation des usines - les grèves donnaient “un gain appartenant à la classe ouvrière du monde entier”. Par leur ampleur, elles n’étaient pas éloignées “des grands mouvements révolutionnaires de la classe ouvrière des trente dernières années ” (64). En réalité, le GIC jugeait plus positives les formes de la grève que leur contenu.

En fait, loin d’être l’annonce d’une “révolution française”, comme le proclamaient les trotskystes de l’époque - les grèves étaient placées sous le signe du Front populaire, dont les partis exerçaient un contrôle sans précédent sur le prolétariat français. Les partis de gauche et les syndicats avaient réussi à maintenir en place le pouvoir de la bourgeoisie, en mettant fin aux grèves sauvages. La croissance du nombre de syndiqués “de 900.000 à 2.600.000 ” (64 bis) était le signe que “l’ordre ” régnait. Le Front populaire et le Front syndical avaient maintenu en place l’ordre bourgeois : “La grève de masse était devenue réalité contre la volonté des organisations. Maintenant il s’agissait de lui donner un caractère tel qu’elle ne puisse mettre en danger l’ordre capitaliste. Pour cela, avant tout l’Ordre et l’Ordre dans le déroulement même de la grève. Aucune atteinte au droit de propriété, aucune attaque contre l’ordre public.” (*P.I.C.* n° 14, août 1936, “De fransche massastaking ”; *R.K.* n° 18/19, août 1936.) Finalement, le mouvement des ouvriers avait été soumis à l’ordre syndical et étatique, incarné par le “vieux mouvement ouvrier ” (PCF et SFIO).

Comme la Fraction de gauche italienne, au même moment (65), la Gauche hollandaise soulignait que le Front populaire, loin d’être une révolution manquée ” (66), marquait un pas en avant dans la préparation du deuxième conflit mondial. L’idéologie antifasciste et nationaliste propagée par la gauche préparait directement à l’encadrement final des ouvriers dans la guerre contre l’Allemagne; dans ce sens, la politique du Front populaire était similaire à celle du national-socialisme en Allemagne. Elle ne s’en distinguait que sur un point : en s’appuyant sur la gauche et les syndicats, elle était plus ‘efficace’ :

“ Un tel assujettissement des travailleurs salariés est considéré à l'instant par la plus grande partie de la bourgeoisie française pour encore plus sûre que la domination fasciste, qui obstrue toutes les soupapes de sécurité et, finalement, doit travailler avec le bourreau et sa hache, avec des bombes à gaz et des mitrailleuses... Il est vrai que le national-socialisme en Allemagne et le Front populaire en France remplissent tous deux la même tâche. Ils créent tous deux l'organisation nationale sur la base des rapports de production capitalistes. ” (idem)

Cependant, si le GIC voyait que le Front populaire et ses partis préparaient directement à l'effort de guerre, au nom de l'antifascisme, il ne considérerait pas que les grèves de mai-juin 36 étaient une défaite du prolétariat. A la différence du groupe de Mattick eux USA et de la Gauche italienne, il pensait avec optimisme que la “ lutte de libération du prolétariat connaîtrait “ une nouvelle impulsion ” (ibidem), au niveau international. Cette difficulté à reconnaître l'ampleur de l'écrasement du prolétariat international et l'ouverture du cours contre-révolutionnaire n'était pas propre au GIC. L'espoir d'une nouvelle vague révolutionnaire, qui sortirait même d'une guerre mondiale, animait tous les groupes révolutionnaires dans les années trente.

LA “ GUERRE INEVITABLE ”

A la différence d'une majorité de la Gauche italienne qui ne croyait pas à la possibilité d'une guerre généralisée mais à une succession de conflits localisés, le GIC mit en évidence dès 1935 l'inévitabilité de la guerre mondiale. Dans un article sous-titré de façon significative : “ La deuxième guerre mondiale est inévitable ”, le groupe hollandais analysait le conflit “ localisé ” entre l'Italie et l'Abyssinie comme le début de la Deuxième Guerre mondiale à venir :

“ De façon superficielle, la guerre entre l'Italie et l'Abyssinie apparaît comme une guerre entre deux pays, où l'Abyssinie défend son indépendance. En réalité, il s'agit d'un conflit au sein du capitalisme mondial, ici entre l'Italie et l'Angleterre. Jusqu'à maintenant ce conflit est encore un prodrome de la deuxième guerre

mondiale à venir; mais il peut devenir le brûlot qui mettra le monde entier en flammes. Mais il n'est nullement encore dit qu'il aura immédiatement comme conséquence la guerre mondiale." (*Räte-Korrespondenz* n° 14, déc. 1935, "Klassenkampf im Kriege".)

Il était clair pour le GIC que la guerre mondiale pouvait "commencer à tout moment" (idem). Quelle que soit la nature des guerres localisées - guerre de "libération nationale" de la Chine contre le Japon, guerre entre deux grands États impérialistes -, tout conflit était "aussi simultanément un combat d'avant-garde de la Deuxième guerre mondiale" (ibidem).

Face au danger de guerre, la Gauche hollandaise, la Gauche italienne, et des groupes, comme celui de Mattick aux USA, ont été quelques rares groupes marxistes révolutionnaires à définir la guerre à venir comme impérialiste, où les ouvriers des deux camps en présence étaient appelés à se sacrifier pour leur nation. La deuxième guerre mondiale ne serait point différente de la première : elle serait une guerre impérialiste dans les deux camps, démocratique et "fasciste", pour le repartage du monde. Il n'y avait pas un camp 'progressiste' à défendre, celui de "l'antifascisme", contre le "fascisme". Tous les pays étaient impérialistes et à combattre au même titre par le prolétariat. Celui-ci, comme Karl Liebknecht, devait affirmer hautement que "l'ennemi principal est dans notre propre pays".

C'est sous le signe de l'idéologie antifasciste, préparation idéologique des ouvriers des pays 'démocratiques' à la nécessité du conflit mondial, que la guerre devait s'imposer : "Le mot d'ordre 'contre le fascisme' devient le cri de rassemblement de tous les partisans déclarés ou cachés de la classe dominante et sert à enrôler les larges masses populaires dans le Front de la guerre" (*R.K.* n° 14, déc. 1935, idem). Mais sans l'aide efficace de ce que le GIC appelait le "soi-disant mouvement ouvrier", c'est-à-dire les partis de gauche, dont la fonction était "de pousser les ouvriers aux côtés de 'leur' bourgeoisie nationale dans la guerre" (idem), l'idéologie de guerre antifasciste n'aurait pu triompher.

Finalement, c'est la "défense de l'URSS", propagée par les groupes trotskystes et le RSAP de Sneevliet qui constituait le maillon le plus fort de l'idéologie bourgeoise d'enrôlement des ouvriers dans la guerre. En cas

de guerre, il n'était pas question pour le GIC d'appeler à défendre le pays phare du capitalisme d'État. En contradiction avec sa théorie d'un capitalisme d'État russe 'juvénile' et progressiste, mais restant fidèle à ses principes internationalistes, le GIC appelait au renversement de la bourgeoisie russe, et au non-soutien de celle-ci en cas de guerre. Cette position, qui était celle de la Gauche allemande et de la Gauche hollandaise - au moins depuis 1921 - le GIC l'avait rappelé avec force en 1933, au moment de la proclamation par Trotsky d'une IVe Internationale :

“ La défense de l'URSS ne peut plus être maintenant inscrite dans le programme d'une Internationale prolétarienne. Cela ne signifierait rien d'autre que de s'employer à la victoire des États alliés à la Russie. ”
(*Pressedienst der Internationalen Kommunisten-Holland* (deutsche Auflage), n° 5, sept. 1933, p. 31.)

La dernière arme, et non la moindre, du capitalisme dans le “ Front de l'armement idéologique ” était le mot d'ordre des “ droits des peuples ” et de la défense des “ nations indépendantes ”. Une fois de plus, comme le montrait le conflit italo-abyssin, la “ lutte de libération nationale ” servait à dissoudre le “ Front de classe ” en un “ Front de guerre ”. Le point de départ de l'attitude prolétarienne n'était pas la “ nation indépendante ”, mais la classe indépendante. En effet, “ la ‘ nation indépendante ’ est composée de classes qui les unes les autres sont en opposition irréductible. Seul le bourgeois transforme, par la vertu de la phrase, ces classes en ‘ peuple ’ pour pouvoir mieux exploiter les classes opprimées et les utiliser à ses fins. Les “ droits d'un peuple ” n'ont jamais été autre chose que les droits de la classe dominante ”. (R.K. n° 14, déc. 1935, idem.) La position du GIC - identique d'ailleurs à celle de la Gauche italienne - était en opposition à celle de Trotsky et du RSAP de Sneevliet qui se prononçaient pour l'indépendance de l'Abyssinie et finalement pour le soutien au Négus. C'est ainsi que l'organe du RSAP - *De Nieuwe Fakkkel* du 18 octobre 1935 - avait affirmé que “ le mot d'ordre ‘ l'ennemi, est dans notre propre pays ’ n'est pas valable pour la Russie et l'Abyssinie ”. Cette prise de position ne pouvait conduire qu'à l'abandon de l'internationalisme du prolétariat. Ainsi, soulignait le GIC, le RSAP marchait dans l'Union sacrée et “ ouvrait la porte à une alliance future avec la bourgeoisie sur la base d'une opposition loyale ” (*P.I.C.* n° 7, avril 1936 “ Trotsky en het interview van Stalin ”.)

Pour le GIC, il était clair que l'attitude des révolutionnaires dans toute guerre serait le défaitisme. L'internationalisme se situait dans le refus de choisir un camp ou un autre : "...pour nous ouvriers, la question qui l'emportera dans la guerre ne peut que nous laisser indifférents." (*R.K.* n° 14, déc., 1935, *idem.*)

Jusqu'en 1939, le GIC suivit avec une très grande attention la situation internationale. Aucune des proclamations de paix des différents États, au milieu de la course effrénée aux armements, ne pouvait dissimuler la réalité de la proximité de la deuxième guerre mondiale. En octobre 1938, le GIC dénonça dans les Accords de Munich une "escroquerie"; ce n'était "rien d'autre que la guerre différée" (67) [Cette prise de position lucide était aux antipodes de celle adoptée par *Bilan* qui croyait voir dans ces Accords une entente interimpérialiste pour "éloigner le spectre de la révolution". (68)]

La clarté du GIC sur le cours inévitable vers la guerre s'expliquait en partie par son rejet explicite des nouvelles théories qui s'étaient développées au sein du milieu révolutionnaire de l'époque, en particulier dans la Gauche italienne, sur la nature des guerres. Selon Vercesi, membre de la Fraction italienne et son principal théoricien (69), l'économie de guerre permettait de dépasser les contradictions économiques du capitalisme, et par là même rendait secondaires les contrastes économiques interimpérialistes. Les racines de la guerre n'étaient plus économiques mais sociales : la guerre devenait une guerre contre le prolétariat, dont le but était sa destruction. Pour cela, la bourgeoisie de tous les pays "déversait" ses "contrastes" dans des "guerres localisées". Il n'y avait plus d'antagonismes impérialistes mais une "solidarité interimpérialiste" contre le prolétariat.

Une telle "théorie", qui aboutissait à l'aveuglement le plus total face sur la marche vers la guerre, le GIC eut à la combattre, car elle se manifestait aussi - bien que de façon isolée - dans les rangs du communisme des conseils international. En effet, en 1935, le groupe 'conseilliste' français, dénommé "Groupe de discussion révolutionnaire prolétarien" (70), exprima des positions proches de celles de Vercesi, lors de la "Deuxième conférence des adversaires de la guerre et de l'Union sacrée" (71). La contribution de ce groupe, publiée par le GIC en néerlandais (72), véhiculait l'idée que la guerre à venir serait "une guerre de la bourgeoisie

contre le prolétariat, dans le but de détruire les usines et les chômeurs. De façon similaire à la majorité de la Gauche italienne, était proclamée la 'solidarité' interimpérialiste des différents États contre le prolétariat : " Toutes les bourgeoisies doivent s'unir pour l'anéantissement partiel du prolétariat. "

Sans ouvrir un débat théorique sur le sens de l'économie de guerre, le GIC rejetait la conception étrange d'une production d'armements servant à " dépasser " les contradictions de la crise du capitalisme. Pour le GIC, l'économie de guerre servait à préparer la guerre mondiale. La production d'armes n'était pas un champ nouveau d'accumulation de capital, mais une destruction de capital :

" Pour les capitalistes de tous les pays l'armement considérable est une forte portion de leurs bénéfices... (Mais) les milliards consacrés aux instruments de guerre sont de la vieille ferraille s'ils ne sont pas utilisés, les bénéfices congelés sont sans valeur lorsqu'ils ne produisent pas de nouveaux gains... Ne pas le faire signifierait banqueroute et effondrement de leur puissance. " (brochure du GIC, 1939, *De Wereld in slagorde*, p. 6 et 7).

Ainsi, même économiquement, la guerre était inévitable pour " rentabiliser " dans les conquêtes militaires les profits congelés dans l'industrie d'armements. La guerre était donc inscrite dans la logique du capitalisme.

Cette vision d'une guerre inéluctable pouvait apparaître comme très pessimiste. Sans le dire de façon explicite, le GIC reconnaissait que le cours à la révolution était inversé au profit d'un cours contre-révolutionnaire. Le prolétariat ne pouvait plus empêcher la guerre : " Il ne s'agit pas d'empêcher la guerre, mais au contraire de savoir si la classe ouvrière pourra pleinement renverser la bourgeoisie et instaurer son propre pouvoir. " (*Räte Korrespondenz*, n° 14, déc. 1935, idem.)

En fait, comme les trotskystes et la Gauche communiste italienne, le GIC nourrissait l'espoir que, comme pendant la première guerre mondiale, de la guerre naîtrait la révolution prolétarienne. Quel que soit le résultat des opérations militaires, triomphe du bloc " fasciste " ou victoire du " camp démocratique, la révolution se développerait fatalement dans les pays vaincus :

“ Nous savons avec une inébranlable certitude que la défaite des États fascistes entraînera une révolution en Europe centrale et méridionale.. La chute du régime hitlérien et mussolinien ne peut faire naître rien d'autre qu'une révolution prolétarienne qui ne peut être écrasée qu'avec le déploiement de toutes les forces du capital mondial, et qui ne sera peut-être pas écrasée ! Perdre la guerre mondiale signifie l'écroulement du capitalisme franco-anglais, la perte d'au moins les colonies françaises, des capitaux français placés à l'étranger; signifie la révolution en France; signifie la désagrégation de l'empire britannique et la révolution des prolétaires anglais, l'insurrection des masses exploitées dans toutes les colonies anglaises, peut-être la révolution aux États-Unis. Gagner la guerre signifie une révolution en Europe centrale et méridionale qui se répandra comme un incendie destructeur en direction des esclaves salariés et militaires des pays vainqueurs... ” (Brochure du GIC, 1939, *De Wereld in slagorde* (Le monde en ordre de bataille), p. 15.)

Ces prédictions optimistes devaient être infirmées par le cours de la Seconde guerre mondiale. De la défaite du prolétariat ne pouvait naître une révolution, surtout à la suite d'une guerre dévastatrice d'anéantissement. Le schéma guerre/révolution était démenti en 1945.

NOTES

1. La vision de la Gauche italienne, qui partait de l'expérience russe et basait sa “ doctrine ” politique sur la théorie de la décadence du capitalisme, apparaissait plus cohérente. Cf. Ph. Bourrinet, *La Gauche communiste d'Italie*, déjà citée.
2. *De beweging van het kapitalistisch bedrijfsleven* (“Le mouvement de l'industrie capitaliste”), octobre 1932. Texte écrit par Ben Sijes.
3. *P.I.C.* n° 23, octobre 1929, “De economische crise”.
4. Avant 1932, le titre de la revue du GIC était *Persmateriaal* (matériel de presse des communistes)

internationalistes). Le titre changea pour celui de *Persdienst* (service de presse). Ces titres, très neutres politiquement, correspondaient à l'activité de cercle du GIC. Le P.I.C. était distribué gratuitement et s'autofinçait par les contributions volontaires des militants et lecteurs. Cela changea en 1938, avec la publication de *Radencommunisme* : la revue était payante. C'était le cas de *Räte-Korrespondenz* depuis 1934,

5. *P.I.C.* n° 18, novembre 1932. Le paragraphe sur l'inévitabilité de la guerre n'apparaît que dans ce numéro. Il fut supprimé, par la suite, sans la moindre explication.

6. En 1913, Pannekoek critiqua vigoureusement le livre de Rosa Luxembour, dans *Die Neue Zeit*. En 1933, il reprit ses anciens arguments contre la théorie luxembourgistes dans *Proletarier* n° 1, "Die Zusammenbruchstheorie des Kapitalismus" (sans nom d'auteur).

7. *De Arbeidersraad* n° 8 et 9 (août et septembre 1935), "Wereldcrisis, wereldrevolutie".

8. Résumé du gros livre de Grossmann par Jean DURET, *Le marxisme et les crises*, 1933; reprint en 1977, Editions d'aujourd'hui, Paris.

9. *P.I.C.* n° 1, janvier 1930, "Een merkwaardig boek".

10. Cf. *Proletarier*, 1923, "Die Akkumulation des Kapitals".

11. Cf. brochure du GIC, 1932, déjà citée plus haut.

12. "Programm der Industriearbeiter der Welt". Texte reproduit dans le livre : Karl KORSCH, Paul MATTICK, Anton PANNEKOEK, *Zusammenbruchstheorie des Kapitalismus oder revolutionäres Subjekt*, Karin Kramer Verlag, Berlin, 1973.

13. Chez Grossmann, la lutte de classe se réduit à la lutte pour les salaires et la diminution du temps de travail.

14. Cf. brochure des IWW, 1933, op. cit.

15. L'idée d'une crise permanente du capitalisme depuis 1914, beaucoup plus claire que la théorie économique du GIC, se trouve exposée par Mattick dans "The permanent crisis", *International Council Correspondence* n° 2, novembre 1934,

16. PANNEKOEK, "Die Zusammenbruchstheorie des Kapitalismus", *Räte-Korrespondenz*, n° 1, 1934.

17. Traduction française, D. AUTHIER et Jean BARROT (Gilles DAUVE), *La gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, Payot, Paris, 1976, p. 342-361.

18. Ibidem, Authier et Barrot, op. cit.

19. Idem.

20. Cf. brochure citée en note 2.

21. Le groupe conseilliste de La Haye, qui publiait *De Radencommunist* en 1933; le groupe conseilliste *Discussie* à partir de 1934, le "groupe de travail" qui sortait la feuille *Spartacus*, à partir de 1937; le groupe de travail *Proletenstemmen*, du nom de sa feuille d'agitation, lié au GIC, tous ces groupes avaient les mêmes positions politiques que celles du GIC, avec la cohérence théorique en moins. Encore moins organisés, les groupes mentionnés étaient surtout des groupes d'intervention et d'agitation se présentant devant les usines et bureaux de chômage comme des éléments ouvriers révolutionnaires isolés, et non comme des groupes politiques révolutionnaires.

22. *Räte-Korrespondenz* n° 16-17, mai 1936 : "notre appréciation de la période était que nous aurions à mener un travail de longue haleine, travail qui ne consistait pas à appeler à la lutte directe, mais plutôt à clarifier les causes d'un effondrement sans résistance du vieux mouvement ouvrier, et à élaborer les lignes de développement d'un nouveau mouvement ouvrier... Notre conception fut provisoirement mécomprise, parce que précisément les camarades allemands avaient une autre appréciation de la situation. On croyait

venu le temps pour la propagande de masse révolutionnaire; leur analyse de la situation s'exprimait par le mot d'ordre "maintenant, allons aux masses".

23. *P.I.C.* n° 7, juillet 1935, " Waarheen gaat de 'Arbeidersraad' ? ". Ce groupe, notait le GIC, s'orienta en direction du trotskysme. Cela se confirma après 1937 : les éléments de 'Arbeidersraad' s'intégrèrent dans le RSAP de Sneevliet ou des groupes trotskystes. Il est vrai que Luteraan, l'ancien dirigeant du KAPN, avait déjà suivi cet itinéraire depuis 1932, en s'intégrant dans l'OSP, socialiste de 'gauche', puis dans le RSAP en 1935. Tous ces itinéraires sont typiques de l'évolution de la grande majorité du KAPN, issu du courant d'Essen. Ce phénomène est à mettre en parallèle avec l'évolution de la tendance d'Essen en Allemagne, autour de Schröder et Reichenbach, vers le socialisme de 'gauche', le SAP, dont sortit la fraction " Rote Kämpfer ".

24. Déclaration *De Arbeidersraad*, 14 août 1935; collection de la revue à Amsterdam (IISG).

25. *De Arbeidersraad* n° 9, sept. 1935, n° 9-10.

26. En 1937, les trotskystes mexicains accusèrent Paul Kirchoff (1900-1972), ancien membre du KAPD et ancien trotskyste, du Groupe des travailleurs marxistes (GTM), groupe lié à la Gauche communiste italienne, d'être un agent de la Gestapo et du Guépéou au Mexique. À cette attitude calomniatrice, s'opposait celle des groupes conseillistes hollandais. Face aux calomnies lancées par le CPN de Wijnkoop contre les trotskystes des Pays-Bas, le 'groupe de travail' Spartacus de La Haye déclarait : "Les ouvriers trotskystes sont peu aux Pays-Bas. Ceux que nous connaissons ne sont pas des espions mais des ouvriers révolutionnaires qui tiennent pour juste le point de vue bolcheviste de Trotski. Principiellement, nous ne sommes pas d'accord avec ce point de vue." (*Spartacus*, n° 43, 1938)

27. *P.I.C.* n° 7, juillet 1935, "Fascisme en arbeidersklasse".

28. *P.I.C.* n° 3, mai 1938, p. 15-20.

29. Le Plan De Man en Belgique est caractéristique de cette tendance planiste' qu'on retrouve aussi aux Pays-Bas, dans le SDAP.
30. OSINSKIJ, " Sur la construction du socialisme ", *Kommunist* n° 1 et 2, avril 1918.
31. Carl Steuermann (Otto Rühle), *La crise mondiale ou vers le capitalisme d'État*, N.R.F., Paris, 1932.
32. Idem, op. cit., p. 222.
33. Idem, chapitre VII, " Essor des soviets ".
34. Idem, p. 231.
35. Idem, p. 229-230.
36. Idem, p. 241-243.
37. Idem, p. 249.
38. Idem, p. 209.
39. Cf. chapitre VII, " Capitalisme d'État " : " Il faudra prendre des mesures et créer un capitalisme d'État à l'échelle mondiale. Ces mesures seront politiques et économiques. On abolira les petits États, les gouvernements des 'pays', on reformera l'administration, on créera de grandes unions entre États, on réalisera un système de douane unique... Toute la vie de l'État et de l'économie sera l'objet d'un processus de rationalisation grandiose et implacable. " (p. 247-248).
40. Otto RÜHLE, *Schriften*, Rowohlt, 1971, *Weltkrieg, Weltfaschismus, Weltrevolution*, oct. 1940. Rühle y affiche un antibolchevisme viscéral, en proclamant que " Hitler était le meilleur élève de Lénine et de Staline ".
41. *Räte-Korrespondenz* n° 16/17, mai 1936, " Die Entwicklung zum Staatskapitalismus ", texte de 1935.

42. Idem. Le texte concluait : “ Internationalement, il y a économiquement évolution vers le capitalisme d’État; politiquement vers le fascisme qui en est la superstructure sociale ”.
43. *Räte-Korrespondenz* n° 16/17, mai 1936, “ Antwort der GIKH ”.
44. “ Staatskapitalisme en dictatuur”, *P.I.C.*, n° 9, juin 1936. Texte allemand de Pannekoek, *Räte-Korrespondenz* n° 16/17, mai 1936. Texte non signé, représentant donc le point de vue du GIC.
45. Idem.
46. Idem.
47. “ Antwort der GIKH ”, op. cit.
48. Le groupe “ Socialisme ou barbarie ”, qui publiait la revue du même nom depuis 1949, était issu du trotskysme. Sa ‘personnalité’ dominante était Castoriadis - Chaulieu ou Cardan sont ses pseudonymes.
49. *Räte-Korrespondenz* n° 20, déc. 1936, “ Soviet-Russland heute ”.
50. Le GIC publia le texte de Mattick sur la “ Crise permanente ” dans le *P.I.C.* n° 8, août 1935. Dans le n° 9, août 1935, il critiquait les “ conceptions schématiques, mécaniques ” de la vision “ grossmannienne ” de Mattick.
51. “ Erwiderng der amerikanischen Genossen ” (Mattick), *Räte-Korrespondenz* n° 18/19, déjà cité. Mattick, comme le GIC, niait l’évolution du capitalisme vers le capitalisme d’État. Celui-ci ne pouvait se concevoir que sur le modèle russe et exigeait “ un bouleversement révolutionnaire, la suppression de l’actuelle classe possédante ”.
52. *Räte-Korrespondenz*, idem, “ Anti-Kritik der deutschen Genossen ”. Les communistes de conseils allemands concluaient que le capitalisme d’État, expression d’une “ crise latente, persistante ”, traduisait l’absorption de la société civile par l’État : “ Toutes les fonctions essentielles de la société passent de plus en

plus dans l'appareil d'État, qui finalement domine exclusivement l'ensemble de la vie sociale et, corps parasitaire, menace de tout étouffer. ”

53. John H(arper), “ The role of the fascism ”, *I.C.C.* n° 8, juillet 1936, p. 10-16.

54. La question du capitalisme d'État fut abordée dans *Bilan*, organe de la Gauche communiste italienne, surtout par Mitchell, alors membre de la LCI de Hennaut. Cf. *La Gauche communiste d'Italie*.

55. Article de Pannekoek (anonyme), *P.I.C.* n° 4, mars 1934, “ De intellectuelle middenstand ”. A la différence de Pannekoek, Mattick, dans un texte de 1934 publié par *I.C.C.* - traduction française en 1967 par *Informations et Correspondance ouvrières (I.C.O.)*, “ La dictature des intellectuels' - montrait que la couche d'intellectuels ”, comme la petite-bourgeoise, n'avait aucun avenir et était appelée à perdre de son influence sociale.

56. Cf. Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge*, Cahiers Spartacus, Paris, 1975. Texte de 1939.

57. Pour l'historique de l'insurrection des ouvriers d'Amsterdam en juillet 1934, of. W. KIELICH, *Jordaners op de barricaden. - Het oproer van 1934*, De Walburg Pers, Zutphen, 1984.

58. *P.I.C.* n° 4, février 1932.

59. *De Tribune* (supplément) du 6 juillet 1934.

60. *International Council Correspondence*, n° 8, juillet 1936, “ The Defeat in France ”.

61. *Räte-Korrespondenz* n° 18/19, août 1936, “Massenstreik in Frankreich”.

62. *P.I.C.* n° 9, août 1935, “ De belgische mijnwerkersstaking ”. Dans le n° 10, sept. 1935, le GIC affirmait - de façon exagérée que la lutte des mineurs belges de mai 1935 était “ le point le plus haut de la lutte de classe prolétarienne des 10 dernières années ”.

63. Une grande grève des pêcheurs éclata à Ijmuiden aux Pays-Bas, en juin 1936. Le comité de grève était dominé par le CPN. Celui-ci n'hésita pas, lors de la grève, à proposer le " front unique " avec les fascistes : " Nous saluons les pêcheurs national-socialistes, qui mènent la lutte à Ijmuiden ensemble avec leurs camarades rouges. " (Cité par le GIC, *P.I.C.* n° 11, juillet 1936, " De Ijmuider visschers-staking ")

64. *P.I.C.* n° 9, juin 1936, p. 10. Les chiffres de syndiqués en 1936 donnés par le GIC sont inexacts. La CGT a 4 ou 5 millions d'adhérents. Cf. Antoine PROST, *La CGT à l'époque du Front populaire, 1934-1939*, Paris, Armand Colin, 1964.

65. *Bilan*, " Le Front populaire en France ", *Revue internationale*, n° 47, 1986.

66. Trotsky exprime cette vision optimiste dans un article au titre évocateur : "La Révolution française a commencé" (TROTSKY, *Écrits*, tome 2, Quatrième Internationale, 1969.)

67. Brochure du GIC, fin 1938 : *De Zwendel van München*.

68. *Communisme* n° 19, octobre 1938.

69. Pour les positions de Vercesi, de son vrai nom Ottorino Perrone, se reporter à notre travail (1980) sur la Gauche communiste italienne, déjà cité, publié par le CCI (anonymement) en français, anglais, espagnol et italien.

70. Il s'agit en fait du " Groupe d'études révolutionnaire prolétarien ", qui était en contact avec la Gauche communiste italienne en France. *Bilan* proposa en 1936 à ce groupe des " conférences communes d'informations ", pour " jeter les bases en France d'un organisme communiste " (*Bilan* n° 32, juillet 1936.)

71. Cette conférence initiée par le " Comité contre la guerre et l'Union sacrée " se déroula en septembre 1935, à Saint-Denis. La conférence réunissait un ensemble de groupes hétéroclites : anarchistes, pacifistes, *la Révolution prolétarienne* et l'Union communiste. Celle-ci dut reconnaître que la conférence avait fait faillite (Cf. *Bulletin d'informations et de liaison* n° 2, nov. 1935, édité par l'Union communiste.)

72. *P.I.C.* n° 11, octobre 1935, “ Het Revolutionair proletarische studiegroep over het oorlogsvraagstuk ”. En introduction à cet article, le GIC critiquait les tentatives artificielles de vouloir créer de nouveaux “ Mouvement de Zimmerwald ”. C’était la position du communisme de gauche en 1927, face aux propositions de Karl Korsch de former un nouveau Zimmerwald. Aussi bien le KAPD que la Gauche communiste italienne avaient rejeté un tel projet, en l’absence des conditions historiques permettant de créer une nouvelle Internationale. Dans le cas du GIC, il s’agissait surtout de refuser toute création d’organisations ou partis révolutionnaires, qui lui apparaissaient comme l’héritage d’une conception léniniste révolue.